



Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS, Aline DESTAILLATS.

Hors commission - Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) - Approbation

Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, rapporte :

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), créée par délibération n°4943 du 23 décembre 2002, en application de la loi n°2002-276 du 27 février 2002, examine les Rapports Annuels des Déléataires (RAD) et les Rapports sur le Prix et la Qualité des Services publics (RPQS) de la collecte et du traitement des déchets ménagers, de l'assainissement, de l'eau potable et de l'eau brute, ainsi qu'un bilan d'activité des services exploités en régie. Elle émet aussi un avis sur tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ne se prononce sur le principe de la gestion déléguée. La CCSPL prévue à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) a pour vocation de permettre l'expression des usagers des services publics par la voie d'associations représentatives. Elle contribue ainsi à la participation des citoyens au fonctionnement des services publics.

La CCSPL est présidée par Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée à l'administration générale, contentieux, affaires juridiques et protocole.

Elle est composée par ailleurs des membres suivants :

- 5 conseillers métropolitains membres titulaires :
 - Laurent JAOUL,
 - Gilbert PASTOR,
 - Titina DASYLVA,
 - Maud BODKIN,
 - Annie YAGUE.
- 5 Conseillers métropolitains membres suppléants :
 - Gérard LANNELONGUE,
 - Valérie BARTHAS-ORSAL,
 - Michèle DRAY-FITOUSSI,
 - Arnaud MOYNIER,
 - Rosy BUONO.
- Et de manière paritaire, d'un représentant des associations d'usagers suivantes :
 - FNAUT (Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports),
 - CLCV (Consommation Logement Cadre de Vie),
 - VELOCITE LANGUEDOC,
 - PAILLADE MOSSON COULEE VERTE,
 - LRNE (Languedoc Roussillon Nature Environnement).

Les services publics et équipements métropolitains qui font l'objet d'un examen par la Commission des Services Publics Locaux restent actuellement les suivants :

- Patinoire Vegapolis ;
- Planetocéan ;
- Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- Service public des transports en commun urbains ;
- Service public de l'assainissement (3 contrats) ;
- Marché d'Intérêt National ;
- Parcs de stationnement "Foch-Préfecture /Marché aux fleurs" et "Arc de Triomphe" ;
- Parc de stationnement "Peyrou Pitot" ;
- Parcs de stationnement "Antigone" et "Comédie" ;
- Parc de stationnement "Europa" ;
- Parc de stationnement "Gambetta" ;
- Parc de stationnement "Nouveau Saint Roch" ;
- Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid ;
- Concession de gaz (24 contrats) ;
- Concession d'électricité (7 contrats) ;
- Unité de méthanisation Ametyst ;

- Service public de l'eau potable (Régie de l'eau) ;
- Concessions plage de Villeneuve-lès-Maguelone.

Conformément aux dispositions de l'article L.1413-1 du CGCT, la Présidente de la CCSPL présente à son assemblée délibérante, avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

Depuis le mois d'octobre 2016, l'organisation et la gestion des séances de la CCSPL, sont désormais conduites par la Direction du Contrôle de Gestion Externe de Montpellier Méditerranée Métropole.

Séance du 18/01/2018 :

Pour des raisons inhérentes au changement d'organisation, et au vu du grand nombre de dossiers présentés sur l'année 2017 relatifs aux exercices 2016 et des plannings contraints, la CCSPL s'est réunie tardivement pour une ultime séance le 18 janvier 2018, afin de finaliser la présentation des dossiers relatifs à l'année 2016. Elle a examiné les dossiers suivants :

- ✓ RAD 2016 **Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud** ;
- ✓ RAD 2016 **Marché d'Intérêt National** ;
- ✓ RAD 2016 **Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium** ;
- ✓ RAD 2016 Stationnement en ouvrages **Parkings** (9 contrats) ;
- ✓ RAD 2016 Distribution d'**Electricité** (Enedis/EDF) (7 contrats) ;
- ✓ RAD 2016 Distribution de **Gaz** (24 contrats) ;
- ✓ RAD 2016 Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (**RMCF**).

Séance du 15/02/2018 :

Par ailleurs, la CCSPL s'est réunie pour émettre un avis sur le rapport du choix du mode de gestion du service public relatif à la gestion du **Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud**. La commission ayant donné un avis favorable sur la gestion déléguée de ces deux équipements.

Enfin, concernant l'examen des RAD et les RPQS publics au titre de l'année 2017, la CCSPL s'est réunie les 19 septembre 2018, 11 décembre 2018 et 14 décembre 2018 pour traiter les dossiers suivants :

Séance du 19/09/2018 :

- ✓ RPQS 2017 Collecte & Traitement des **déchets** ;
- ✓ RPQS 2017 **Assainissement** ;
- ✓ RPQS 2017 **Eau Potable** ;
- ✓ Bilan d'activité de la **Régie de l'eau** ;
- ✓ RAD 2017 Usine de méthanisation **AMETYST** ;
- ✓ RAD 2017 Station d'épuration **MAERA** ;
- ✓ RAD 2017 Collecte des **eaux usées** (2 contrats).

Cette séance a aussi donné un avis sur le rapport du choix du mode de gestion pour l'exploitation des sous-concessions du **Domaine Public Maritime de la plage** de Villeneuve-lès-Maguelone.

Séance du 11/12/2018 :

- ✓ RAD 2017 Services de **transports urbains** ;
- ✓ RAD 2017 Stationnement en ouvrages **Parkings** (9 parkings - 7 contrats) ;
- ✓ RAD 2017 **Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud** ;
- ✓ RAD 2017 **Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium** ;
- ✓ RAD 2017 **Marché d'Intérêt National**.

Séance du 14/12/2018 :

- ✓ RAD 2017 Patinoire **Vegapolis** ;
- ✓ RAD 2017 **Planetocéan** ;
- ✓ RAD 2017 Distribution d'**Electricité** (Enedis/EDF) (7 contrats) ;
- ✓ RAD 2017 Distribution de **Gaz** (24 contrats).

Séance du 14/12/2018 :

Cette séance a été présidée selon arrêté exceptionnel par Maud BODKIN ; compte tenu du conflit d'intérêt liant Isabelle GUIRAUD en tant que représentante de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du conseil d'administration du délégataire du service public concerné :

- ✓ RAD 2017 Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (**RMCF**).

Les avis significatifs de la CCSPL ont notamment porté sur la DSP Patinoire Vegapolis et les DSP Concessions d'Electricité et de Gaz. La Commission a en effet demandé que des courriers soient envoyés aux délégataires afin de leur soumettre des observations portant notamment sur le respect du formalisme associé au contrat dans le cadre des annexes financières et du rapport du délégataire de la Patinoire Vegapolis ; sur l'opacité des données financières et relatives aux investissements, patrimoine du délégant pour les concessions de distribution de Gaz et d'Electricité.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue des séances de la CCSPL, les rapports annuels des délégataires portant sur les 49 contrats ont également fait l'objet d'un examen par la Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Max LEVITA et composés d'élus métropolitains, pour l'examen des comptes 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole pour l'année 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir prendre acte.

Le Conseil prend acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole pour l'année 2018.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190625-88810-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.